

En finir avec les préjugés sur les précaires

Le collectif Pacte civique a mené deux ans d'enquête auprès de personnes précarisées pour comprendre leur rapport à la transition écologique.

Loin des idées reçues, les personnes précaires éclairent le chemin d'une transition écologique juste. Entre mai 2023 et juin 2025, le Pacte civique a mené une étude approfondie intitulée « Sobriété et pauvreté ». L'objectif : mieux comprendre la manière dont les personnes en situation de pauvreté ou de précarité perçoivent et vivent les enjeux de sobriété et de transition écologique.

Le sondage réalisé entre mai et juin 2023 auprès de personnes vivant sous le seuil de pauvreté avait apporté un premier éclairage, pour partie contraire aux idées reçues : 85% des personnes interrogées se déclaraient préoccupées par le dérèglement climatique et la perte de la biodiversité et se disaient prêtes à faire des efforts supplémentaires, mais pas sur tout, pas toutes seules et pas n'importe comment.

Ce résultat est d'autant plus intéressant que les personnes précaires sont les premières à être exposées aux conséquences du dérèglement climatique et de l'effondrement

de la biodiversité. Ces individus, dont la parole est peu entendue, ignorée ou parfois même altérée, sont en effet porteuses de savoir, d'expériences concrètes, d'analyses critiques et de propositions fortes.

C'est pourquoi le Pacte civique a lancé une enquête qualitative approfondie, étalée sur deux ans, en mettant en œuvre une méthode attentive à la construction patiente d'une relation de confiance avec les personnes rencontrées. Les entretiens ont été menés au rythme et avec les mots de ces dernières, en leur garantissant l'anonymat et une stricte confidentialité, ce qui a contri-

bué à faire surgir une parole libre et forte, et permis l'élaboration d'un rapport de 1 400 pages qui s'appuie directement sur le ressenti des personnes précaires.

L'enquête met ainsi en lumière la conscience des enjeux écologiques des interrogés, qui rappellent régulièrement que leurs efforts pratiques ne sont pas reconnus. Des critiques à l'égard des modalités retenues par les politiques de transition – et non pas de leurs objectifs ou de la notion de sobriété – considérées comme des injonctions descendantes déconnectées des réalités vécues.

L'enquête fait également ressortir une dénonciation certaine par les interrogés, premièrement, d'un manque d'exemplarité et de cohérence des responsables publics

et économiques, mais aussi d'une carence en matière de logement et la crainte que le discours sur la transition écologique puisse servir de justification à un renforcement du contrôle social.

Les personnes en situation de précarité émettent égale-

ment une demande ferme d'être associées à l'élaboration des politiques et réclament que le droit à un minimum nécessaire soit pris en compte.

Par ailleurs, l'étude révèle une réticence à l'utilisation du terme « pauvre », jugé figé ou stigmatisant, et qui occulterait la richesse des savoir-faire, des liens sociaux ou des solidarités. Le terme « précaire » est préféré. Enfin, plus généralement, la transition écologique est perçue comme indispensable et indissociable de la justice sociale, des liens avec autrui et de la participation démocratique. ■

Une critique des modalités des politiques de transition, non de leurs objectifs